



« Change la Suisse ! » 2018 – la Suisse telle que la souhaitent les jeunes

Analyse et évaluation de la campagne nationale d'engage.ch



Éditeur

Fédération Suisse des Parlements des Jeunes
Seilerstrasse 9
3011 Berne

Écrit en mai 2018 par

Sebastian Niessen, sebastian.niessen@dsj.ch +41 31 384 08 06

Melanie Eberhard, melanie.eberhard@dsj.ch, +41 31 384 08 06





Table des matières

| | |
|--|----|
| « Change la Suisse ! » 2018 – | 1 |
| la Suisse telle que la souhaitent les jeunes..... | 1 |
| Table des matières | 3 |
| 1 Introduction..... | 4 |
| 1.1 Le projet engage.ch..... | 4 |
| 1.2 Change la Suisse! | 4 |
| 2 Analyse descriptive des souhaits | 5 |
| 2.1 Répartition des souhaits par sexe | 6 |
| 2.2 Répartition des souhaits par thématique..... | 6 |
| 2.3 Répartition des souhaits par langue | 7 |
| 2.4 Âge..... | 7 |
| 2.5 Attribution des souhaits aux politicien-ne-s..... | 9 |
| 3 Résultats du sondage..... | 10 |
| 3.1 Intérêt politique ?..... | 10 |
| 3.2 Intérêt niveau politique..... | 10 |
| 3.3 Raisons de participation | 11 |
| 3.4 Discussion du souhait..... | 12 |
| 4 Événement du 26 mai 2018..... | 14 |
| 5 Les souhaits sélectionnés..... | 15 |
| 5.1 Plus d'avantages pour les voitures électriques dans les villes | 15 |
| 5.2 Des prêts de chômage à la place des indemnités de chômage | 15 |
| 5.3 Moins de gaspillage alimentaire et un plus grand sens des responsabilités | 15 |
| 5.4 Un meilleur tremplin pour entrer dans le monde du travail après la maturité grâce à un stage obligatoire | 16 |
| 5.5 Un logo indiquant la présence d'huile de palme sur le devant des produits..... | 16 |
| 5.6 Ancrer la neutralité dans la Constitution | 16 |
| 5.7 Dépénalisation des avertissements signalant les radars | 16 |
| 5.8 Sauver des maisons vides, faciliter l'occupation de bâtiments..... | 17 |
| 5.9 Jeunesse et Sport | 17 |
| 5.10 Autres souhaits sélectionnés qui ne seront pas présentés lors de la conférence de presse | 17 |
| 6 Résumé des messages à retenir | 19 |



1 Introduction

La présente analyse permet d'avoir un aperçu général du nombre et du genre de souhaits déposés, et expose certaines des raisons qui ont poussé les jeunes à participer. En outre, l'analyse évoque les souhaits sélectionnés par les parlementaires. La toile de fond du projet engage.ch ainsi que, en particulier, celle de la campagne nationale engage « Change la Suisse ! » seront brièvement expliquées par la suite.

1.1 Le projet engage.ch

Grâce au projet engage.ch, la Fédération Suisse des Parlements des Jeunes FSPJ encourage les jeunes à s'engager au niveau communal. Ce projet touche les jeunes dans leur quotidien et par le biais des moyens de communication qu'ils utilisent. La plate-forme en ligne www.engage.ch, qui se trouve au cœur du projet, donne aux jeunes la possibilité de facilement pouvoir déposer et présenter leurs souhaits et idées portant sur des thématiques locales. Les communes ainsi que les parlements des jeunes peuvent associer les jeunes aux structures communales à l'aide de différentes offres proposées aussi bien en ligne qu'hors ligne par engage.ch. En parallèle, la campagne nationale « Change la Suisse » est menée chaque année et, grâce à une nouvelle offre proposée dans le domaine de l'éducation civique au degré secondaire I, les compétences politiques des jeunes sont renforcées au niveau communal.

1.2 Change la Suisse!

Avec le projet « Change la Suisse », la FSPJ aimerait offrir aux jeunes la possibilité de directement s'investir dans la politique nationale au Palais fédéral. Durant cinq semaines, tous les jeunes âgés de 14 à 25 ans ont pu déposer leurs idées et souhaits novateurs pour la politique suisse sur www.engage.ch. Ces derniers ont pu être aimés et commentés sur la plate-forme en ligne. Quatorze souhaits ont ensuite été sélectionnés par les plus jeunes conseiller-ère-s nationaux et aux États et, après une rencontre entre les parlementaires et les jeunes au Palais fédéral, seront intégrés à la politique nationale. Les parlementaires participant au projet sont : Damian Müller (PLR), Lisa Mazzone (les Verts), Cédric Wermuth (PS), Marco Romano (PDC), Lukas Reimann (UDC), Mattea Meyer (PS), Philippe Nantermod (PLR), Mathias Reynard (PS), Christian Imark (UDC), Nadine Masshardt (PS) et Rebecca Ana Ruiz (PS), Irène Kälin (les Verts), Diana Gutjahr (UDC) et Fabian Molina (PS).

1.2.1 Contexte

En Suisse, les jeunes n'ont que très peu de possibilités pour participer à la politique à l'échelon national et aucune n'est simple et accessible pour tous les jeunes. Plusieurs études montrent pourtant que les jeunes désirent avoir plus d'occasions de participation au niveau national et que c'est surtout à ce niveau qu'ils sont intéressés par la politique.

Grâce au projet, des idées novatrices pour la Suisse pourront être intégrées au processus politique. Aussi bien la politique que les jeunes en tireront des bénéfices, et également toute la Suisse. En effet, alors que, d'un côté, les parlementaires reçoivent des souhaits exprimés par des jeunes et peuvent ainsi améliorer leurs contacts avec cette tranche de la population, de l'autre, les jeunes ont la possibilité, grâce au projet, de vivre le fait que l'on peut effectivement faire bouger les choses en politique. Ainsi, les jeunes seront motivés à s'engager à long terme en politique au sein de la Confédération suisse.



2 Analyse descriptive des souhaits

Entre le 19 février et le 25 mars 2018, 327 souhaits ont été déposés par des jeunes dans toute la Suisse. Les jeunes avaient en moyenne 18 ans (soit près de deux ans de moins que les participant-e-s de l'année passée) et les souhaits sont provenus de toutes les régions linguistiques. Contrairement à l'année passée, où la Suisse romande était fortement représentée, cette année, la grande majorité des souhaits ont été déposés en Suisse alémanique. Les souhaits ont été déposés de manière équilibrée aussi bien par de jeunes hommes que par de jeunes femmes. Toutes régions linguistiques confondues, le sujet prédominant des idées concernait l'environnement (20 % de l'ensemble des souhaits). L'environnement intéresse non seulement les jeunes, mais aussi un grand nombre des 14 parlementaires participants. Ainsi, un tiers des souhaits sélectionnés par les politicien-ne-s concernent ce sujet.

Dans le cadre de la campagne « Change la Suisse ! » 2018, du matériel de cours a été préparé, ce qui n'avait pas été le cas l'année dernière. Les enseignant-e-s ont ainsi pu utiliser des leçons pré-préparées pour rechercher des idées et faire « vivre » la politique nationale de manière active aux jeunes. Cette offre a été vivement utilisée et 36 % des souhaits déposés sur www.engage.ch en sont issus.

Cette année également, une étroite collaboration a été menée avec différentes entreprises avant et pendant la campagne. Divers partenaires ont ainsi informé leurs collaborateurs de l'existence de la campagne, ce qui a permis à des apprentis et à des stagiaires de découvrir engage.ch. Un workshop nous a également permis de discuter en personne de souhaits concrets et des possibilités qu'offre la politique avec de jeunes employé-e-s de Swiss Life.

Graphique 1: Déposer des souhait pendant l'événement engage chez Swiss Life





2.1 Répartition des souhaits par sexe

Lors de la campagne nationale engage.ch, nous avons pu constater qu'il n'y avait pratiquement aucune différence entre les sexes en ce qui concerne l'engagement politique.

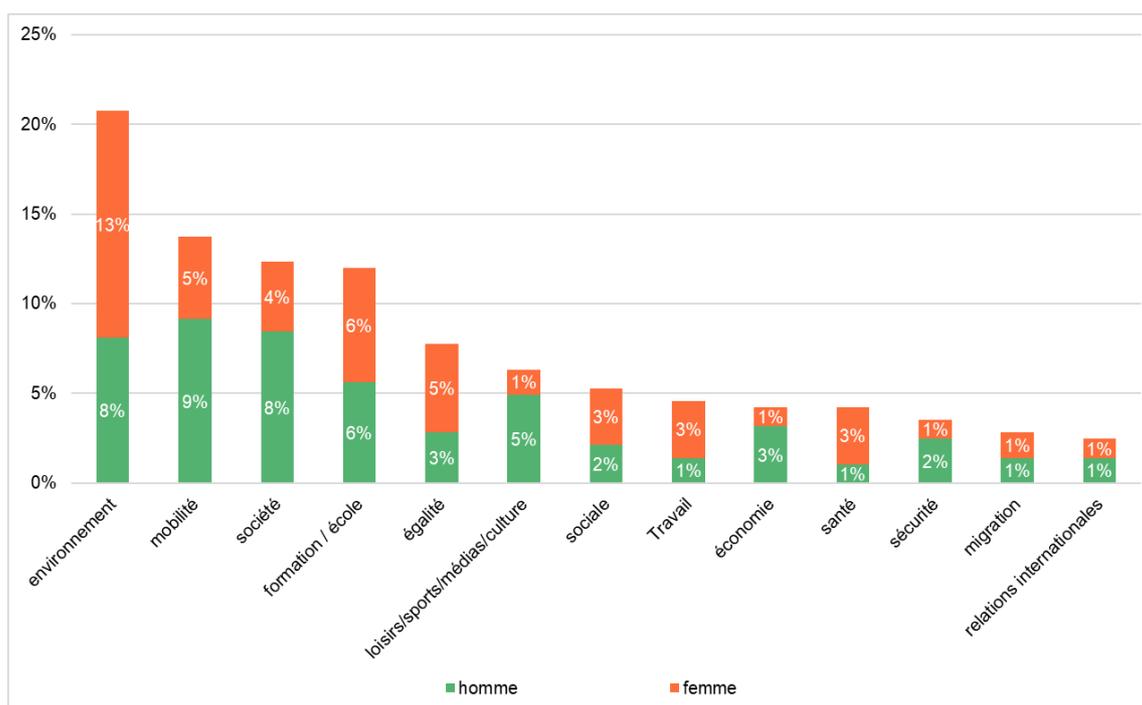
Il est toutefois intéressant de noter la différence portant sur les thématiques abordées dans les souhaits : les jeunes hommes ont davantage mis les loisirs en avant, alors que les jeunes femmes ont surtout exprimé des idées portant sur le travail et les conditions de travail.

2.2 Répartition des souhaits par thématique

La majorité des souhaits ont traité du domaine de l'environnement. Le gaspillage alimentaire et les énergies renouvelables, mais aussi l'utilisation abusive du plastique ont représenté les sujets les plus fréquemment abordés. On relève que ce sont avant tout les thématiques comme la mobilité, la formation et les questions sociales qui ont mobilisé les jeunes, alors que la migration, par exemple, n'a revêtu qu'une faible importance.

Les sujets suivants ont été les plus représentés dans le thème auquel ils se rapportent : le don d'organes, des billets de train meilleur marché, l'éducation civique, le congé paternité, des transports respectueux de l'environnement.

Graphique 2: Répartition en pourcentage des souhaits par thème et par sexe



Les jeunes avaient la possibilité de déposer des souhaits sur la plate-forme en ligne engage.ch et aussi de « liker » les souhaits d'autres jeunes. La majorité des likes (plus de 100) ont été attribués aux quatre souhaits suivants :

- ▶ Droit d'association de recours en matière de protection des animaux
- ▶ Égalité de rémunération entre les hommes et les femmes
- ▶ Mariage homosexuel
- ▶ Moins de gaspillage alimentaire et un plus grand sens des responsabilités



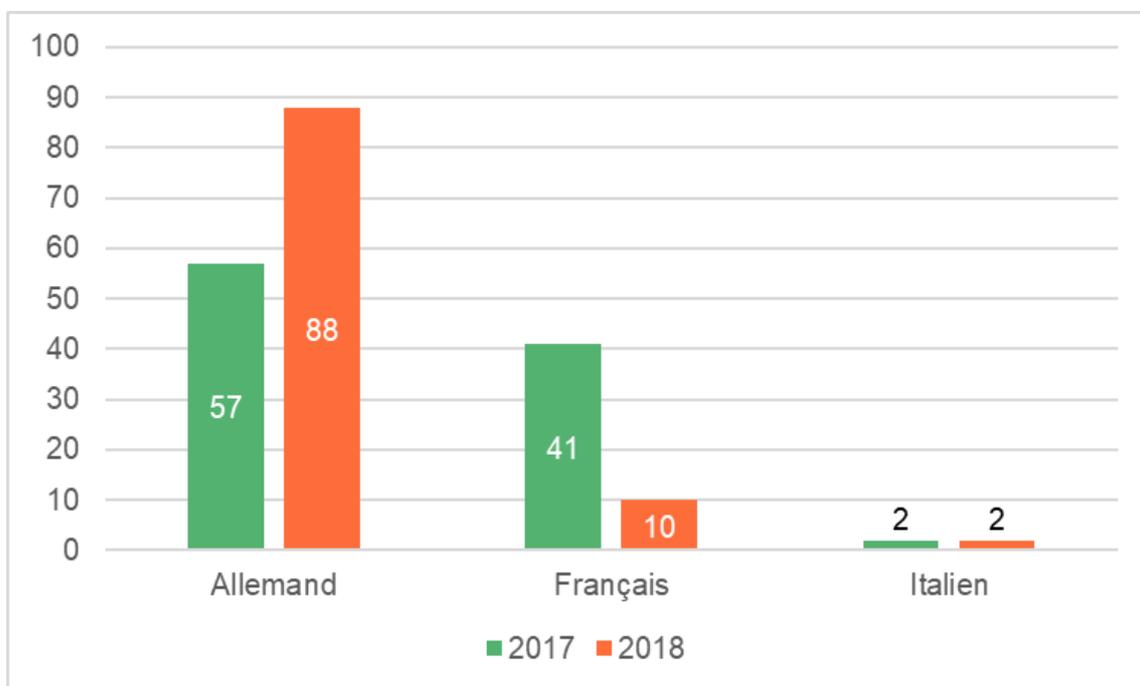
Les deux derniers souhaits ont d'ailleurs été sélectionnés par des parlementaires.

2.3 Répartition des souhaits par langue

La majorité des souhaits déposés l'ont été en allemand (88 %), puis en français (10 %) et en italien (2 %). Comme le montre le graphique, la répartition des souhaits par région linguistique a beaucoup changé par rapport à l'année dernière. Les régions francophones ont été bien moins représentées cette année. Cette différence s'explique avant tout par le fait que la campagne avait été très présente dans les médias romands l'année passée (téléjournal, 26 minutes, etc.). La représentation des régions italophones, par contre, reste stable (2 %).

En ce qui concerne les thématiques abordées, aucune différence ne ressort entre les régions linguistiques : l'environnement représente le thème le plus souvent traité dans l'ensemble de la Suisse.

Graphique 3: Langues des souhaits en pourcentages



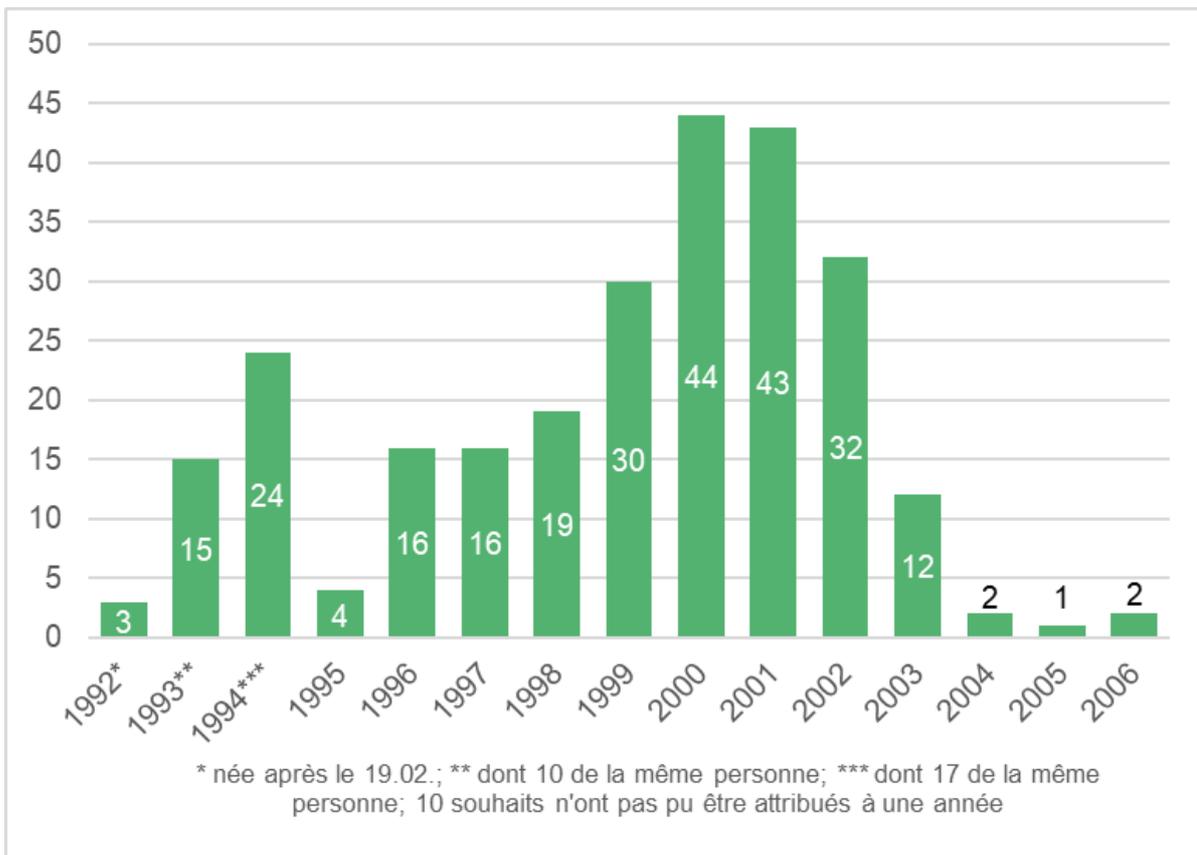
2.4 Âge

La majorité des souhaits ont été déposés par des jeunes et des jeunes adultes qui étaient soit tout juste majeurs, soit sur le point de l'être (années de naissance 2000 et 2001). Plus de la moitié des idées proviennent donc de jeunes âgés de 16 à 19 ans. Alors que moins de 10 % des souhaits ont été déposés par des jeunes de moins de 16 ans, environ un tiers l'a été par des jeunes de 20 ans.

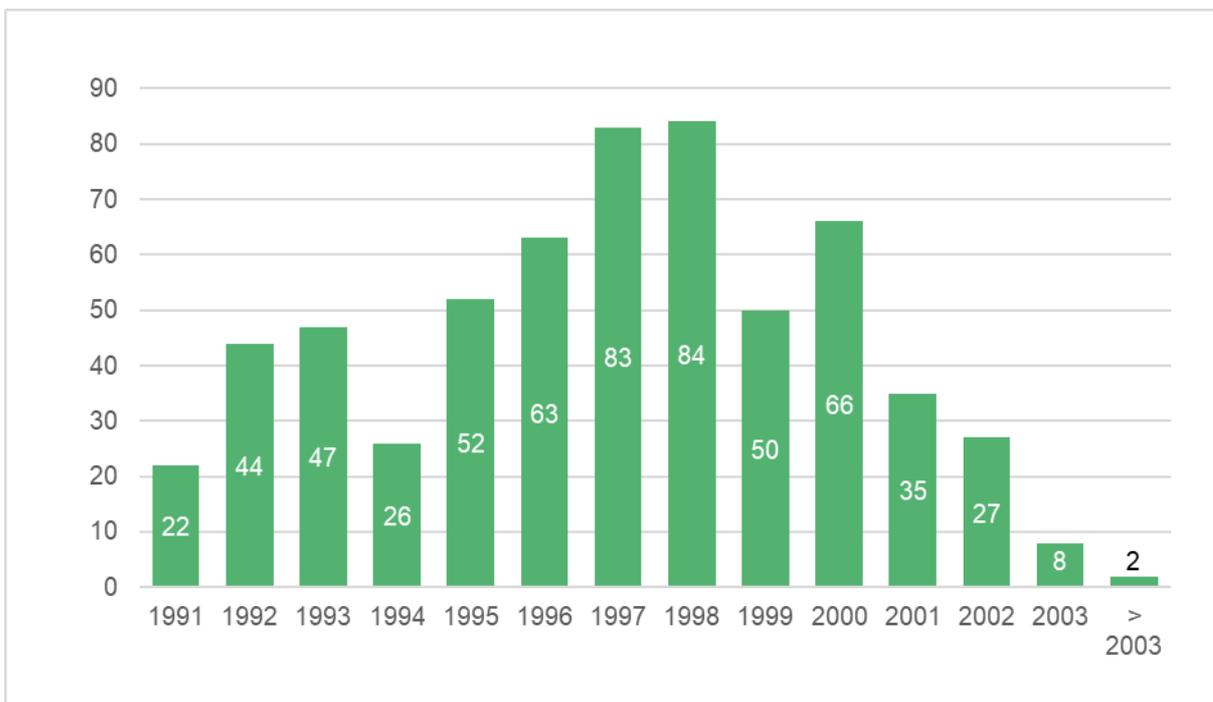
Les utilisateur-trice-s moyen-ne-s de la campagne de cette année avaient ainsi 18 ans, soit deux ans de moins que l'âge moyen des participant-e-s de l'année passée.



Graphique 4: Souhaits par année de naissance «Change la Suisse!» 2018



Graphique 5: Souhaits par année de naissance «Change la Suisse!» 2017



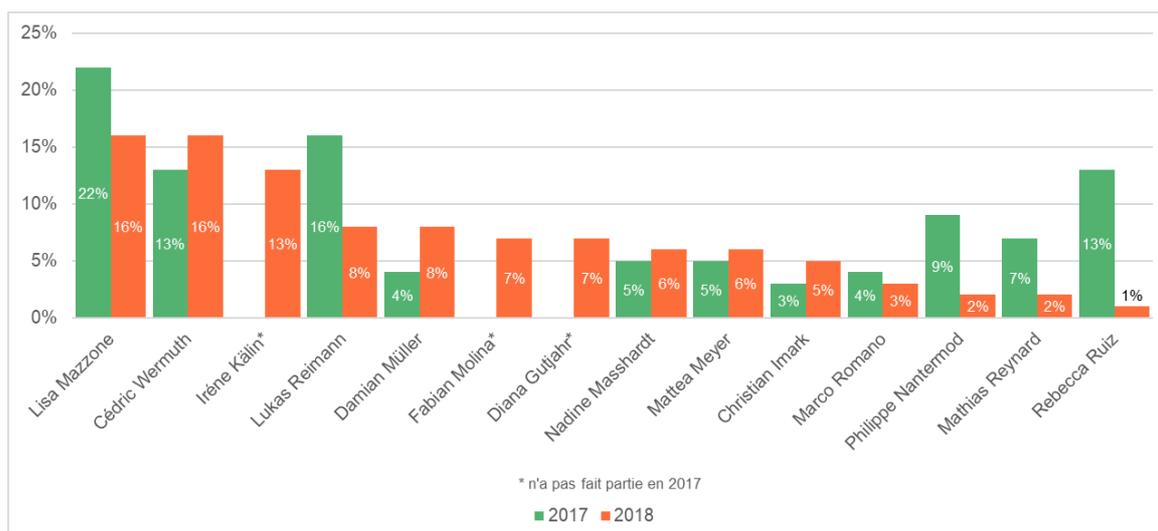


2.5 Attribution des souhaits aux politicien-ne-s

Comme nous l'avons expliqué précédemment, un nombre bien moins important de souhaits que l'année passée sont venus de la Suisse romande, ce que nous remarquons également dans l'attribution des souhaits aux politicien-ne-s. La politicienne verte Lisa Mazzone fait, comme l'année dernière, exception en récoltant la plupart des souhaits. Cette année pourtant, le politicien socialiste Cédric Wermuth a recueilli autant de souhaits que Lisa Mazzone.

Les politiciennes vertes (Lisa Mazzone et Irène Kälin) ont reçu la plupart des souhaits : en tout, près d'un tiers de toutes les idées attribuées à des parlementaires l'ont été aux deux femmes. L'attribution de nombreux souhaits aux politiciennes vertes s'explique par le sujet de ces souhaits, dont énormément traitaient de l'environnement. Dans l'absolu, c'est avant tout le PS (40 %) qui a reçu le plus de souhaits. Il était le parti le plus représenté, avec sept parlementaires participants au projet (Cédric Wermuth, Fabian Molina, Nadine Masshardt, Mattea Meyer et Matthias Reynard). L'UDC a reçu 30 % des souhaits et comptait trois représentant-e-s (Lukas Reimann, Christian Imark et Diana Gutjahr). Les politicien-ne-s des partis du centre, le PDC et les PLR, (Marco Romano, Damian Müller et Philippe Nantermod) ont reçu autant de souhaits cette année que l'année passée.

Graphique 6: Répartition des politiciens en pourcentage



Les chiffres se basent sur la somme des souhaits adressés aux politicien-ne-s.



3 Résultats du sondage

À l'issue de la campagne, tous les jeunes ayant déposé un souhait ont reçu un e-mail leur demandant leur avis sous forme de participation à un sondage. Il pouvait être effectué en allemand, en français ou en italien et prenait environ cinq minutes. Le sondage était disponible du 19 février au 11 avril.

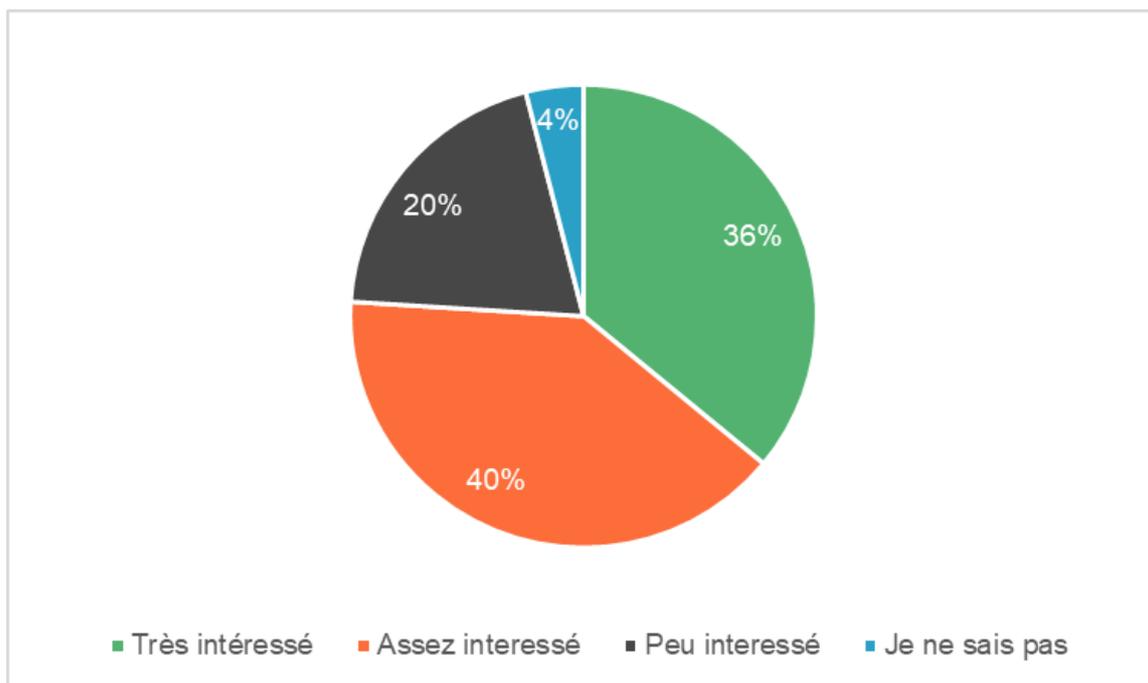
En tout, 65 jeunes ont utilisé cette possibilité, soit environ 20 % de tous les jeunes ayant déposé un souhait. Ce sont avant tout les jeunes plus âgés et engagés qui ont répondu au sondage. De plus, seuls 13 % des jeunes ayant rempli le sondage ne possèdent pas le passeport suisse. La plupart des participant-e-s au sondage ont de plus déjà terminé une école secondaire ou un apprentissage.

Les résultats du sondage présentés par la suite ne sont donc pas représentatifs de l'ensemble des jeunes ayant déposé un souhait, mais ils nous permettent tout de même de constater certains éléments intéressants.

3.1 Intérêt politique

Les jeunes ayant pris part au projet sont majoritairement très intéressés ou assez intéressés par la politique. Pourtant, 20 % des jeunes ne sont que peu intéressés par la politique.

Graphique 7: À quel point es-tu intéressé-e par la politique?

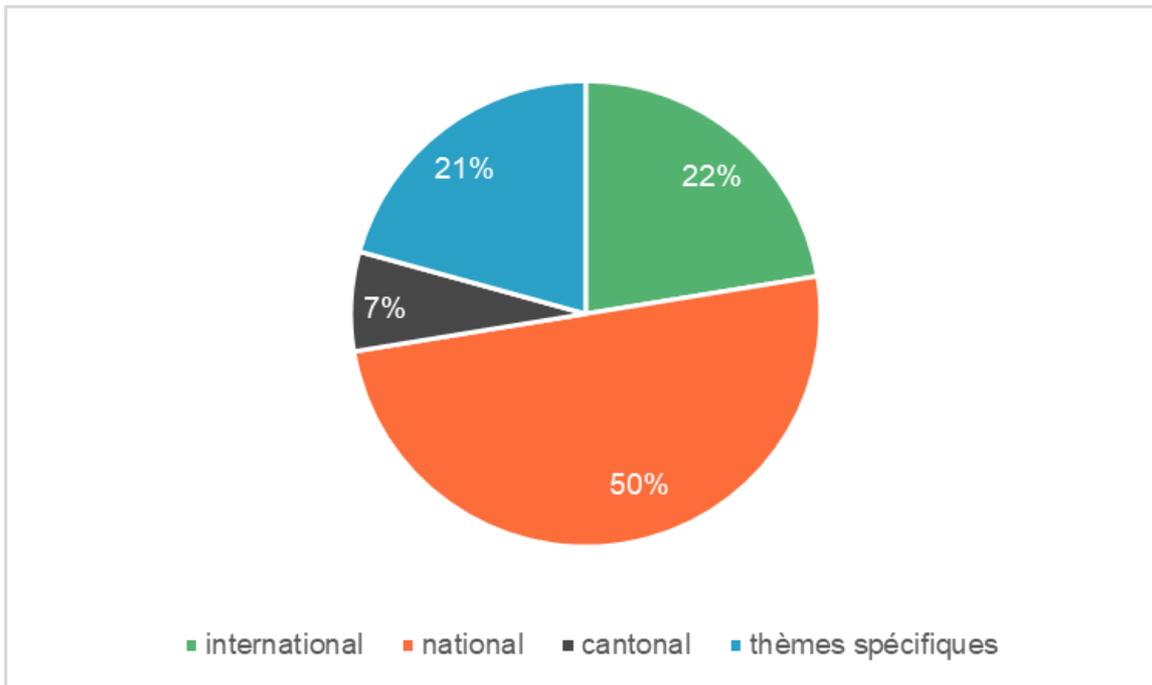


3.2 Intérêt niveau politique

Les jeunes sont d'avis que c'est au niveau national que la politique est la plus intéressante, viennent ensuite la politique internationale et les thèmes spécifiques. Ils sont clairement moins intéressés par la politique cantonale.



Graphique 8: À quel niveau trouves-tu que la politique est la plus intéressante?

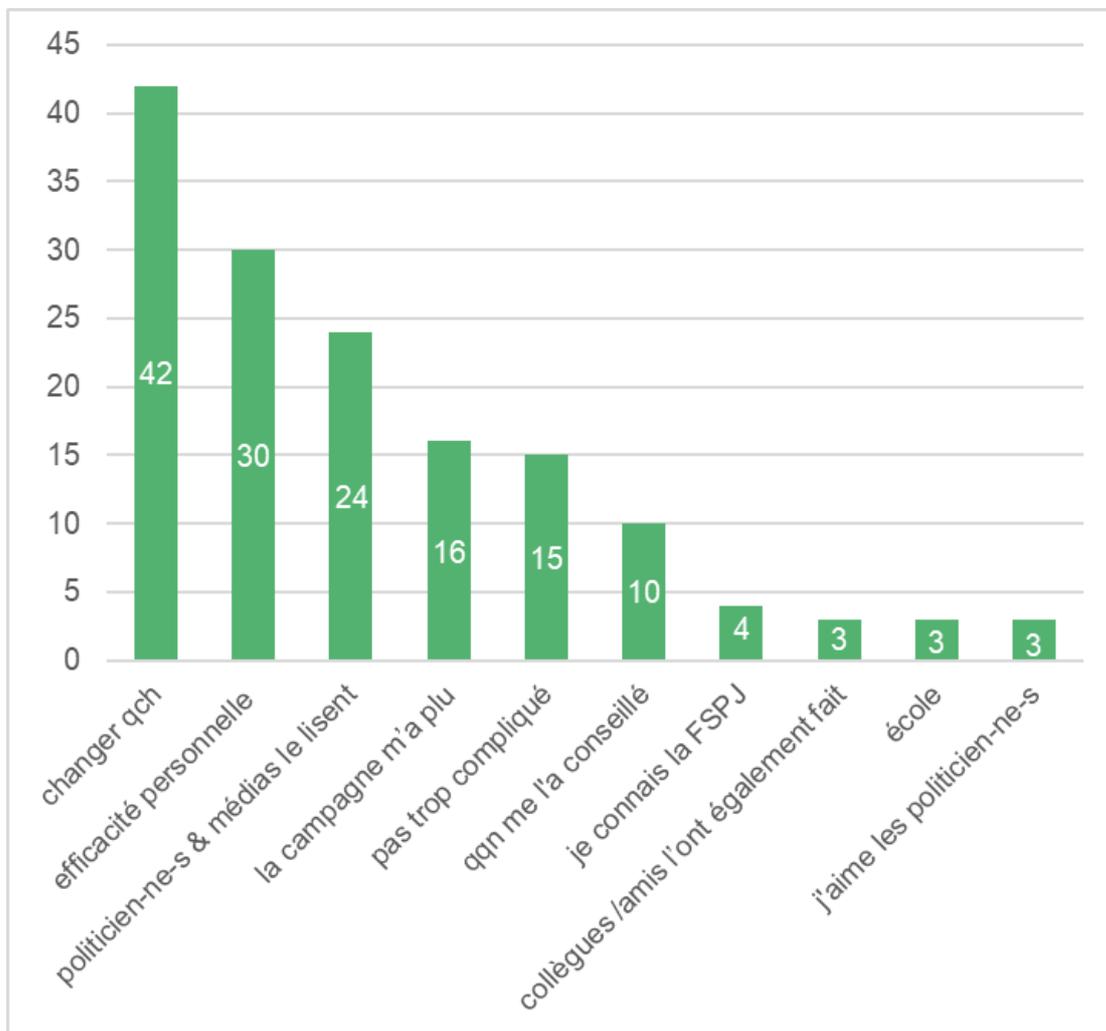


3.3 Raisons de participation

Les raisons qui ont poussé les jeunes à déposer un souhait étaient très semblables à celles de l'année passée. Ainsi, ils ont tout d'abord exprimé leur envie de changer quelque chose, puis de gagner en « efficacité personnelle » : il s'agit donc de pouvoir effectivement changer les choses et du fait que les souhaits sont pris en compte par des personnes importantes. Ces aspects étaient également au cœur de la campagne.



Graphique 9: Pourquoi as-tu déposé un souhait sur www.engage.ch ? Parce que...



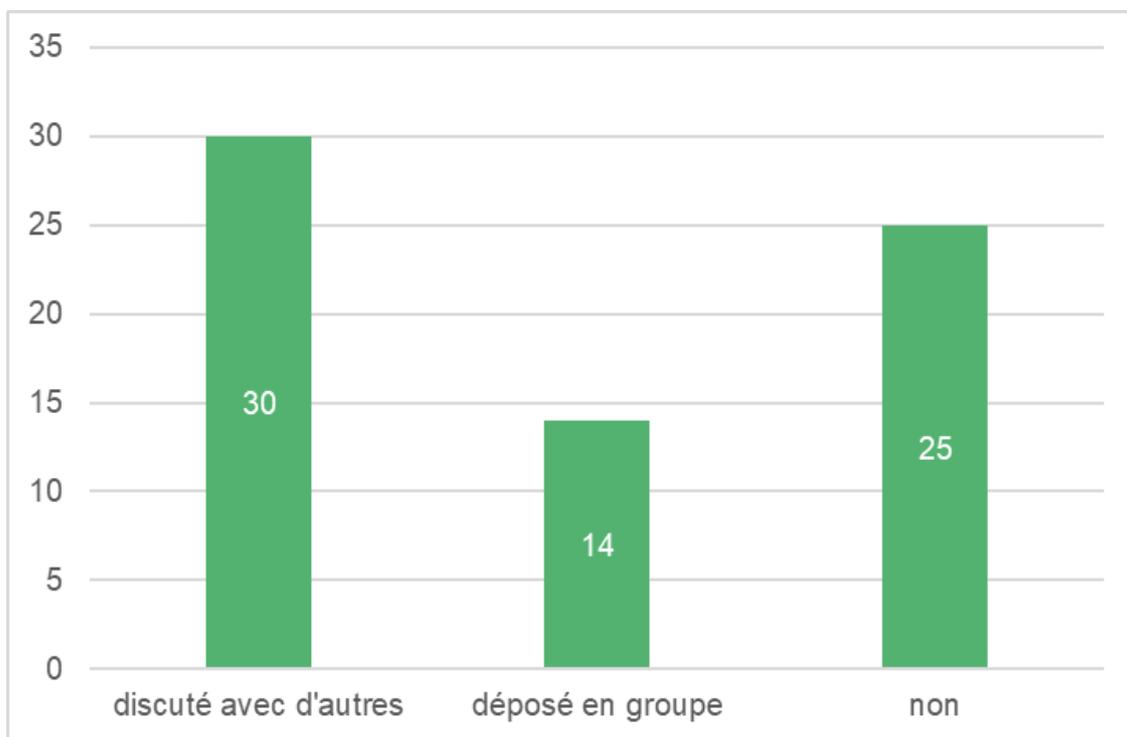
3.4 Discussion du souhait

La majorité des jeunes ont discuté de leur idée avec d'autres personnes ou l'ont déposée en groupe. Toutefois, 20 % des jeunes ont déposé leur souhait sur engage.ch seuls.

Les jeunes ayant discuté avec d'autres personnes l'ont fait avec de nombreuses personnes différentes (tout d'abord des ami-e-s et leur classe). Les groupes ayant déposé des idées étaient quant à eux aussi bien formés d'ami-e-s que de classes.



Graphique 10: As-tu discuté avec d'autres personnes quand tu as déposé ton souhait ou as-tu déposé un souhait en groupe?



C'est surtout avec les ami-e-s ou les camarades de classe / les collègues de travail que les jeunes ont discuté de leur idée. Ils l'ont toutefois aussi abordée avec leurs parents, leurs frères et sœurs et leur famille en général, qui ont joué un rôle très important à ce niveau. C'est surtout le matériel de cours proposé qui est à l'origine des discussions qui ont eu lieu dans les salles de classe lors de cours. En ce qui concerne le dépôt des souhaits sur la plate-forme en ligne, seuls les ami-e-s aussi bien à l'école qu'en dehors ont joué un rôle important.



4 Événement du 26 mai 2018

Certains souhaits n'ayant pas été sélectionnés par les parlementaires ont fait l'objet de discussions entre des jeunes, de jeunes politiciens et des organisations le 26 mai à Berne, à l'occasion d'un événement. Les souhaits ont également pu y être développés. Les jeunes sont venus de toutes les régions linguistiques.

Outre les organisations ProjectTogether et « step into action », quatre des jeunes dont le souhait était parvenu au Palais fédéral l'année dernière étaient présents ainsi que les jeunes politiciens et politiciennes Muriel Waeger (JS), Jean-Philippe Gay-Fraret (Jeunes UDC), Corina Liebi (Jeunes vert'libéraux), Nicolas Huissoudt (Jeunes PBD), Lia Zehnder (Jeunes Verts), Janine Graber (Jeunes PDC), Saambavi Poopalapillai (Jeunes libéraux-radicaux). Ces derniers ont présenté d'autres organisations au sein desquelles ils sont actifs (p. ex. le foraus, les parlements des jeunes, le GSsA).

Le but était double : d'une part, donner aux jeunes un large aperçu des possibilités de participation qui existent en Suisse pour les jeunes gens ; d'autre part, lors de workshops, leur faire comprendre à petite échelle quelle est la meilleure manière de poursuivre ou mettre en œuvre leurs idées concrètes.

Graphique 11: Des jeunes femmes discutent leur souhait pendant l'évènement du 26. Mai





5 Les souhaits sélectionnés

5.1 Plus d'avantages pour les voitures électriques dans les villes (Marco Romano, PDC & Sven Egloff, 23 ans)

La Suisse devrait mettre en place des mesures incitatives pour les propriétaires de voitures électriques dans les plus grandes villes du pays ! Pour quelle raison n'y a-t-il aucun parking gratuit pour les voitures électriques ? Ne serait-il pas possible de mettre des places de parking avec bornes électriques gratuitement à disposition et, ainsi, d'encourager les voitures électriques ? Si on pouvait parquer sa voiture p. ex. trois heures gratuitement à Zurich et, en même temps, la recharger, les voitures électriques intéresseraient assurément davantage de personnes et nous ferions un pas vers une mobilité plus respectueuse de l'environnement !

En Suisse, la mobilité individuelle est souvent débattue. Les plus grandes villes surtout font face à toujours plus de véhicules et, par conséquent, à une augmentation du trafic, du bruit, de la poussière et à une diminution des places de parking. Les voitures électriques sont silencieuses et très peu polluantes dans certaines circonstances. Pour cette raison, nous devrions davantage promouvoir ce genre de véhicules, d'autant plus dans l'espace urbain ! Je suis donc en faveur de la mise en place d'un certain nombre de places de parking gratuites pour les véhicules électriques dans les plus grandes villes.

5.2 Des prêts de chômage à la place des indemnités de chômage (Diana Gutjahr, UDC & un groupe d'étudiantes du gymnase de Berthoud, 16 ans)

Les indemnités de chômage ne forcent pas suffisamment les chômeurs à chercher un travail. En supprimant cet argent, chaque chômeur dépendra d'un travail et d'un salaire.

Nous économiserons ainsi de l'argent et gagnerons de nouveaux travailleurs.

5.3 Moins de gaspillage alimentaire et un plus grand sens des responsabilités (Nadine Masshardt, PS & Corina Liebi, 23 ans)

Pour réduire le gaspillage alimentaire, il est nécessaire de modifier les conditions cadres légales à deux niveaux : d'une part, remplacer la date de péremption sur les emballages des produits par une date de consommation doit agir contre l'envie de jeter de la nourriture passée de date qui pourrait encore être consommée ; d'autre part, mettre en place un système de prime, distribuer de la nourriture (*foodsharing*) ou vendre les aliments imparfaits doit également diminuer le gaspillage alimentaire dans les milieux agricoles et les grands distributeurs.

Les mesures ne doivent pas viser à durcir les lois, mais à en appeler la responsabilité individuelle de la population ainsi que des producteurs, distributeurs et vendeurs de denrées alimentaires.



5.4 Un meilleur tremplin pour entrer dans le monde du travail après la maturité grâce à un stage obligatoire (Damian Müller, PLR & Mirjam Bütikofer, 25 ans)

Pendant la maturité, il faudrait qu'une année de stage soit obligatoire afin qu'il soit par la suite plus simple d'entrer dans le monde du travail. Le choix pour les stages devrait être plus étoffé et proposer différentes professions, non pas uniquement dans des banques, des assurances et la poste.

Après la maturité, les possibilités sont très réduites si l'on ne veut pas poursuivre des études. Il arrive ainsi fréquemment que des jeunes avec maturité en poche échouent des années durant à s'insérer dans le monde du travail.

5.5 Un logo indiquant la présence d'huile de palme sur le devant des produits (Lisa Mazzone, les Verts & Milo Schefer, 16 ans)

Il faut créer un nouveau logo indiquant qu'un produit contient de l'huile de palme. Ce logo doit ensuite être imprimé sur tous les produits en contenant.

La production d'huile de palme provoque une très importante réduction de la taille de forêts tropicales, ce qui signifie une énorme perte de précieux espaces vitaux et qui conduit à la disparition d'espèces. Le sol perd rapidement tous ses nutriments et la plupart des terrains agricoles ne sont plus utilisables et pratiquement morts après cinq ans. De plus, le déboisement accélère très fortement le réchauffement climatique. Dans des plantations de palmier à huile, des hommes et aussi souvent des enfants doivent travailler dans des conditions inhumaines.

De nombreux consommateur-trice-s ne savent pas quels produits contiennent de l'huile de palme, même si on peut le savoir en lisant les petits caractères des étiquettes. En ajoutant un logo sur tous les produits, beaucoup de monde renoncerait à ces produits de manière consciente et de nombreux producteurs remplaceraient l'huile de palme par de l'huile de tournesol ou de l'huile de colza. L'huile de palme peut sans problème être remplacée par de l'huile de colza ou de tournesol suisse, ce qui aiderait également l'économie suisse.

5.6 Ancrer la neutralité dans la Constitution (Lukas Reimann, UDC & Luca Sprecher, 24 ans)

La neutralité est le pilier le plus important de la politique étrangère de la Suisse. Elle n'est pourtant pas expressément inscrite dans la Constitution.

Afin de garantir de manière absolue la neutralité de la Suisse à l'avenir également, je demande à ce qu'elle soit ancrée dans la Constitution fédérale en tant que principe fondamental.

5.7 Dépénalisation des avertissements signalant les radars (Christian Imark, UDC & Luca Sprecher, 24 ans)

Actuellement, prévenir d'autres personnes qu'un contrôle radar est effectué est punissable.

Cela a conduit la police des Grisons à des mesures absurdes : un groupe WhatsApp entier, comptant plus de 100 membres, a dû pour cela être conduit au poste de police

Prévenir d'autres personnes d'un contrôle radar (p. ex. via WhatsApp, Facebook, etc.) doit rester impuni.



5.8 Sauver des maisons vides, faciliter l'occupation de bâtiments (Fabian Molina, PS & Ronja Fankhauser, 18 ans)

Le canton de Berne compte actuellement 70 000 m² de d'espace habitable vide. Celui qui s'installe dans ces maisons commet une violation de domicile, même si le logement occupé est vide et qu'il n'est pas prévu de l'utiliser.

Zurich possède une loi légèrement différente en ce qui concerne l'occupation de bâtiments : Les propriétaires ont la possibilité de déposer plainte auprès de la police contre les occupants, mais la police ne vide les lieux que lorsque les propriétaires remplissent différents critères : ils doivent avoir soit un permis de démolition ou de construction valide, soit une preuve que le bâtiment est réutilisé par des tiers.

Les maisons occupées sont le plus souvent des espaces ouverts et créatifs qui offrent un lieu pour de nouvelles formes de cohabitation se basant sur un esprit communautaire plutôt que sur l'argent.

Nous devrions encourager et non interdire cette forme d'habitation et l'utilisation intermédiaire de bâtiments en état de délabrement.

Nous demandons à ce que la loi sur l'occupation de bâtiments à Berne soit adaptée d'après celle de Zurich et que, ainsi, il soit plus facile d'occuper des maisons.

Contre des logements inutilisés, des loyers élevés et le sans-abrisme, pour l'utilisation créative et sociale de logements vides !

5.9 Jeunesse et Sport (Damian Müller, PLR & Fabian Meier, 21 ans)

Diminution des règles et renforcement de l'encouragement de la pratique sportive chez les jeunes et des clubs qui promeuvent la pratique du sport.

5.10 Autres souhaits sélectionnés qui ne seront pas présentés lors de la conférence de presse

Certains parlementaires ne pourront pas être présents à la conférence de presse le 11 juin 2018. Ils s'entretiendront donc avec les jeunes ultérieurement.

5.10.1 Mariage homosexuel (Mathias Reynard, PS & Loïc Kuhn, 17 ans)

Il est temps que le mariage homosexuel soit officiellement reconnu par l'État. Être gay, n'est pas un choix mais un mode de vie qui est de plus en plus présent dans la société en général. Ils ont aussi des projets de vie, tels que construire une famille. Tout le monde devrait avoir les mêmes droits que les hétérosexuels.

La Suisse est désavantagée par rapport à ses voisins, notamment la France, où le mariage est légal depuis mai 2013.

Tout le monde devrait avoir les mêmes droits, sans aucune exception. C'est une discrimination que les gays n'aient pas les mêmes droits juste parce qu'ils sont gays.

5.10.2 Des trains meilleur marché (Irène Kälin, les Verts & Livia Wyler, 16 ans & Michèle 16 ans)

Notre idée consiste à réduire les prix des billets de trains afin d'améliorer l'environnement. Notre réflexion a été la suivante :



D'une part, les émissions de CO₂ de la Suisse chuteraient, car nous espérons que, avec des prix plus bas, un plus grand nombre de voyageurs prendraient les trains et que cela conduirait donc à une diminution du trafic automobile ; d'autre part, cela bénéficierait aux jeunes et aux étudiants qui, sinon, resquilleraient.

5.10.3 Aide au logement pour les personnes en formation (Mattea Meyer, PS & Jana Steiner, 21 ans)

Les étudiants qui ne peuvent pas habiter chez leurs parents en raison de leurs études sont forcés de trouver un appartement ou un logement dans les environs du lieu de leur formation et de le payer eux-mêmes chaque mois. Bien qu'il existe déjà des bourses, il est difficile de les obtenir. Si les étudiants bénéficiaient d'un soutien dans ce domaine, ils seraient fortement soulagés.

Dans le canton des Grisons, par exemple, de nombreux étudiants et apprentis habitent en Engadine et doivent chercher un appartement pour suivre leurs études dans la ville de Coire, tout simplement car il est pour eux impossible de penduler.

5.10.4 Emballages et gaspillages des grandes surfaces (Rebecca Ruiz, PS, Mattia Cuccu, 18 ans & Yasmine Amorim-Esenli, 19 ans)

- a) Le tri des déchets est primordial. Toutefois, les grandes surfaces abusent des emballages. Quatre couches de papier et de plastique pour emballer un paquet de biscuits ? Des sachets en plastique non recyclés et non biodégradables à disposition ? Des bacs en plastique rigides volumineux pour les fruits ? Nous devons empêcher les grandes enseignes de proliférer les emballages. Pour cela, elles devraient tout d'abord être taxées sur leurs déchets (emballages et aussi gaspillage de nourriture), mais le meilleur moyen serait une loi interdisant les emballages superflus. Par superflu, elle entendrait tout ce qui n'est pas nécessaire au maintien de la qualité sanitaire du produit. Pour une Suisse propre et un tri des déchets équitable.
- b) Arrêtons l'hypocrisie - stop aux sacs plastiques dans tous les commerces : Les sacs plastiques sont partout ! Même si les deux grands distributeurs de Suisse (Coop et Migros) disent qu'ils prennent des mesures pour avoir moins de répercussions sur l'environnement ce n'est pas assez : trop d'aliments sont encore emballés avec des couches excessives de plastique, les sacs pour peser les aliments sont encore en plastique etc. Certes, ils ne distribuent plus de sacs en plastique aux caisses mais le plastique est toujours présent dans ces grands magasins.

5.10.5 Le droit de vote et d'éligibilité pour tous (Cédric Wermuth, PS & Sina Keller, 18 ans)

Deux millions de personnes n'ont pas le droit de vote et d'éligibilité en Suisse. Ce droit ne doit pas être un privilège réservé aux détenteurs du passeport suisse. Toutes ces personnes vivent, travaillent, paient des impôts et habitent ici, et devraient avoir le droit de participer aux prises de décisions depuis longtemps !

Deux millions de personnes n'ont pas le droit de contribuer aux prises de décisions politiques en Suisse. Et ce alors même qu'ils habitent, travaillent, paient des impôts et apportent leur contribution à la société. Nous excluons consciemment ces personnes et ne leur permettons pas de s'intégrer.

5.10.6 Encourager la collaboration de la Poste avec des opérateurs postaux étrangers (Philippe Nantermod, PLR & Valerio Paganini, 17 ans)

On devrait supprimer les taxes douanières.

C'est trop cher : un pied de table qui coûte 40.- reviendrait à 160.- avec la taxe douanière, par exemple.



6 Résumé des messages à retenir

La campagne peut être qualifiée de succès, en raison des nombreux souhaits novateurs qu'elle a permis de recueillir. Les principaux messages à retenir sont :

- ▶ Moins de souhaits ont été déposés que l'année passée, mais tous étaient de très bonne qualité. Les jeunes étaient très engagés, ont liké de nombreux souhaits et, parfois, ont déposé plusieurs idées en même temps.
- ▶ La Suisse romande et surtout le canton de Vaud étaient moins bien représentés cette année que l'année dernière. Cela est avant tout dû au fait que la campagne était très présente dans les médias en 2017 (téléjournal, 26 minutes).
- ▶ Les sujets dominants en 2018 étaient l'environnement et la mobilité, aussi bien au niveau du nombre de souhaits déposés qu'à celui des choix des parlementaires. 20 % des souhaits déposés et un tiers des souhaits sélectionnés (tous partis confondus) concernent l'environnement. C'est aussi les souhaits sur ce sujet qui ont récolté le plus de likes. Ainsi, à côté de Cédric Wermuth, c'est aux deux parlementaires vertes que la majorité des souhaits ont été personnellement attribués : un tiers de tous les souhaits adressés aux politicien-ne-s.
- ▶ La campagne a touché de manière plus ou moins égale les jeunes hommes et les jeunes femmes.
- ▶ 36 % des souhaits ont été élaborés en classe et deux souhaits sélectionnés proviennent du gymnase de Berthoud. Les jeunes ont pour la plupart discuté de leurs idées avec des camarades ou les ont déposées ensemble.
- ▶ Avec une moyenne d'âge de 18 ans, les jeunes participant-e-s avaient cette année environ deux ans de moins que les participant-e-s de l'année passée.
- ▶ Un quart des participants ont indiqué ne pas s'intéresser sérieusement à la politique.



Un grand
Merci pour
votre soutien



avina | stiftung
stephan schmidheiny



Mit finanzieller Unterstützung des Bundes im Rahmen
des Kinder- und Jugendförderungsgesetzes (KJFG, Art. 7. Abs. 1)